



N° 2024/195

**ARRÊTÉ**  
**PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE**  
**DU STATIONNEMENT AVEC AUTORISATION**  
**D'OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC**  
**À HAUTEUR DU N°2 ROUTE DE CAMSAUD**  
**DU MARDI 12 NOVEMBRE 2024**  
**AU MERCREDI 11 DÉCEMBRE 2024**  
**A L'OCCASION DE TRAVAUX EFFECTUÉS PAR L'ENTREPRISE ENEDIS-PAPOIN**

**Jean BÉRARD, Maire de la Commune de BÉDARRIDES,**

**VU** le Code de Justice Administrative pris notamment en ses articles R421-1 et suivants,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2211-1, L 2212-2, relatifs aux pouvoirs de police du Maire,

**VU** la loi n° 82.213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi du 22 juillet 1982 et notamment son article 34,

**VU** le Code de la Route,

**VU** le Code de la voirie routière et notamment sa partie réglementaire,

**VU** le procès-verbal du conseil municipal en date du 03 juillet 2020 portant élection de Monsieur Jean BÉRARD en qualité de Maire,

**Vu** la demande en date du 23 octobre 2024 par laquelle Monsieur Sébastien PAPOIN, chargé de projets, sise 445, rue André AMPÈRE à AIX EN PROVENCE (13090) pour le compte de Madame ANASTACIO Florence, responsable d'exploitation de chez CRTPB-SUD, sise 332, Allée de Bellecour à CARPENTRAS (84200), sollicite une interdiction temporaire de stationnement avec autorisation d'occupation du domaine public du mardi 12 novembre 2024 au mercredi 11 décembre 2024 à l'occasion de travaux de RACC PROD BT -PRO-MIDISUN,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de réglementer le stationnement pendant les travaux sur le lieu ci-dessus énoncé,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient dans l'intérêt des uns et des autres de prendre des mesures de police,

**A R R Ê T É**

**Article 1 :**

Du mardi 12 novembre 2024 à 08h00 au mercredi 11 décembre 2024 à 17h00, la société ENEDIS-PAPOIN est autorisée à occuper le domaine public avec interdiction de stationnement sur le lieu ci-dessous énoncé :

- À hauteur N°2 Route de Camsaud.

**Article 2 :**

La signalisation nécessaire sera apposée par le demandeur pour permettre l'application des présentes dispositions. Elle devra notamment permettre aux piétons de circuler en toutes sécurités aux abords du chantier.

**Article 3 :**

L'interdiction visée à l'article 1 n'est pas applicables aux véhicules de service, aux véhicules de secours, police et gendarmerie dans le cadre de leur service.

f

**Article 4 :**

Le demandeur devra sur l'invitation qui lui sera faite par la Mairie, en cas de nécessité urgente, restituer à tout moment aux besoins, les places de stationnement.

**Article 5 :**

Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 :**

M. le Maire de Bédarrides certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet arrêté qui est notifié aux intéressés et transmis pour ampliation :

- au demandeur
- à la Brigade de gendarmerie Territoriale Autonome de Sorgues
- aux Sapeurs-pompiers de Bédarrides
- à la Communauté d'Agglomération les Sorgues du Comtat compétente en matière de voirie
- à la Direction Générale des Services
- au service technique de la commune
- au service municipal de Police

chacun en ce qui le concerne étant chargé de l'exécution du présent acte.

Un exemplaire sera affiché et publié dans le registre des arrêtés tenu par le service de la police municipale. Les voies de recours contre cet acte peuvent être exercées dans le délai de deux mois suivant la présente publication ou notification soit par la voie gracieuse auprès de M. le Maire de Bédarrides, autorité territoriale ayant arrêté le présent acte, soit par voie contentieuse auprès du Tribunal Administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NÎMES cedex 09 09 ou [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Fait à BÉDARRIDES, le 23 octobre 2024

